

L'hon. M. Hees: Oh, monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: Malgré la supplication du député, je dois dire que le Règlement interdit de demander aux ministres ou au gouvernement de confirmer ou de nier des rumeurs ou des nouvelles. On peut poser la question directement, mais il est certes contraire à la procédure de demander si une déclaration est exacte ou vraie.

L'hon. M. Hees: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Les rumeurs persistent tellement depuis quelques jours que le premier ministre, je crois, aimerait répondre à la question.

M. l'Orateur: A l'ordre. Même si le député est plus tenace que les rumeurs, il ne peut pas poser la question.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA MAINMISE SUR LA RYERSON PRESS PAR UNE ENTREPRISE AMÉRICAINE

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Étant donné que c'est aujourd'hui le dernier jour pour intervenir afin de garder la main-mise canadienne sur la Ryerson Press, le ministre peut-il dire si le gouvernement songe à modifier sa ligne de conduite à ce sujet et à prendre des mesures pour empêcher cette vente?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Oui et non.

M. Burton: Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il dire si le gouvernement songe à inclure des dispositions, lors de la révision de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, qui empêcheraient des ventes de ce genre et peut-il dire aussi quand ce projet de loi sera présenté à la Chambre?

L'hon. M. Basford: Comme je l'ai bien précisé, nous sommes en train de revoir la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Bien entendu, il ne me convient pas de dire ce que renfermera ce projet de loi avant sa présentation au Parlement.

* * *

L'AGRICULTURE

L'AIDE AUX CULTIVATEURS QUI QUITTENT LEURS TERRES

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, je veux poser au ministre de l'Agriculture une question à propos de certaines de ses déclarations, dont la dernière a été faite au Congrès national de l'agriculture, au sujet d'un projet d'aide financière ou autre du gouvernement à l'intention des cultivateurs qui quittent leurs terres. Le ministre peut-il nous dire quand il présentera à la Chambre un projet de loi là-dessus?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Non, monsieur l'Orateur, je ne peux donner de date précise, mais je peux réitérer encore une fois l'espoir que ce sera bientôt.

LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DES PRODUITS AGRICOLES—LES PROPOS DU MINISTRE AU SUJET DES CONTRÔLES

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'ai une question complémentaire à poser au ministre de l'Agriculture. Outre le bill C-176, a-t-il l'intention de présenter d'autres mesures législatives afin de donner suite aux remarques qu'il aurait faites, selon lesquelles à l'avenir tous les produits agricoles et leur distribution relèveront du gouvernement et aucune décision à cet égard ne sera prise désormais par les cultivateurs et les organismes agricoles, tout comme en Union soviétique?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le ministre n'a jamais fait de déclaration semblable et les articles de journal que j'ai lus sont, selon moi, du journalisme à son pire.

LE MANQUE DE CONSULTATION

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, étant donné que les ministres provinciaux de l'Agriculture et les porte-parole des associations agricoles se sont plaints du manque de consultation entre ces organisations et les deux ministres engagés dans la politique agricole, le ministre peut-il nous assurer qu'on trouvera une formule pertinente et pratique de consultation entre le gouvernement, les associations agricoles et les gouvernements provinciaux, pour qu'ils s'entendent sur la politique agricole à élaborer?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur. Le congrès de la semaine dernière a fait beaucoup, je pense, pour atteindre à une méthode efficace de consultation. Selon ce que m'ont dit plusieurs ministres provinciaux et des chefs d'associations agricoles, le congrès a porté fruit à cet égard.

M. Gleave: J'ai une question supplémentaire. Comme on aurait, paraît-il, déclaré qu'on allait adopter un programme prévoyant la mise à la retraite des agriculteurs et même l'acquisition d'une grande superficie de terrains, y a-t-il eu depuis des consultations avec les organismes agricoles et leurs dirigeants? En outre, tiendra-t-on compte de ces consultations avant de se lancer dans cette opération pour ensuite convoquer un autre congrès afin d'en discuter après coup?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, il me semble que c'est l'une des manières les plus utiles de tenir des consultations; qu'un côté ou l'autre présente une proposition. Lorsque j'aurai une proposition exposant la politique du gouvernement fédéral, naturellement nous la présenterons aux gouvernements provinciaux et aux organismes agricoles pour qu'ils puissent nous dire ce qu'ils en pensent.

M. l'Orateur: A l'ordre. Il vaudrait peut-être mieux ne pas s'embarquer dans un débat, mais avant de passer à un autre sujet, la présidence donne la parole au député de Lambton-Kent.

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question complémentaire au ministre de l'Agriculture. Comme il vient de se plaindre